



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 21 SEPTEMBRE 2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt et un du mois de septembre à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune de Camphin en Pévèle, convoqué le 17 septembre 2021, s'est réuni dans le lieu ordinaire des séances, sous la présidence de Monsieur Olivier VERCROY, Maire.

NOMBRE DE MEMBRES	<u>Etaient présents</u> :	Mesdames COQUET Christine, COULON Chantal, ELOIRE Aurélie, GUILLAUD Patricia, MASSELOT Catherine, PAUL Christine
En exercice : 19		Messieurs DELBERGHE Paul-Edward, DELEVOYE Didier, LEFEBVRE Francis, LEPERS Jean-Marie, LEROY Bertrand, VERCROY Olivier
Présents : 12	<u>Absents excusés</u> :	BONNEL Amaury, FIEVET Béatrice ayant donné procuration à DELBERGHE Paul-Edward, LEMAIRE Aurélien, PESSE Sandrine, THIEFFRY Martine ayant donné procuration à COULON Chantal
Votants : 14	<u>Absents</u> :	MARCHAND Laurent, VERDONCK Sébastien
		Mme MASSELOT Catherine est nommée secrétaire de séance

N° : D 60-2021

RETRAIT DE LA DELIBERATION D 35- 2021 DU 15 JUIN 2021 RELATIVE A LA PRESCRIPTION DE LA REVISION ALLEGEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par courrier en date du 2 août 2021, le Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière de la Direction des relations avec les collectivités territoriales de la Préfecture du Nord invite le conseil municipal à procéder au retrait de la délibération n° D 35-2021 du 15 juin 2021.

Par délibération, le conseil municipal a prescrit la révision allégée du plan local d'urbanisme (PLU) avec pour objectif de supprimer la zone d'inondation constatée située dans le centre du village, en zone Ua du PLU. Lors de l'approbation du PLU, cette zone comportait la précision selon laquelle des travaux étaient prévus pour annuler le risque d'inondation.

En application des articles L. 153-34, L. 103-3 et R. 153-12 du code de l'urbanisme, lorsqu'une révision allégée est engagée, le maire saisit le conseil municipal qui délibère sur les objectifs poursuivies et les modalités de la concertation. La délibération fait ensuite l'objet d'une notification aux personnes publiques associées (PPA) visées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 de code de l'urbanisme.

La délibération énonce l'objectif poursuivi mais ne précise pas les modalités de la concertation. La délibération étant manifestement illégale, le conseil municipal est invité à procéder au retrait de celle-ci.

Où l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

✓ **REFUSE** de procéder au retrait de ladite délibération.

Décision prise à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme
Délibération signée le 1^{er} octobre 2021

Le Maire,

Olivier VERCRUYSSSE

